

Date de réception: 25/07/2018

Date d'acceptation:

22/06/2019 Date de publication: 08/01/2020

L'économie algérienne à la lumière des retournements du marché pétrolier : entre leçons du passé et défis d'un avenir incertain
Algerian economy in light of the reversals oil market: between the lessons of the past and the challenges of an uncertain future

KAFI Farida¹, AKLI Zakia²

¹ Centre Universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila
farida.doctora@hotmail.fr

² l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
akliizakia@gmail.com

Résumé:

Ce present papier a pour objet d'étude l'impact de la fluctuation du prix du pétrole sur l'économie algérienne à partir du premier choc pétrolier des années soixante-dix jusqu'à la dernière baisse des prix (depuis l'automne 2014) qui remet de nouveau en cause l'économie algérienne dans son ensemble, la gestion de ses revenus pétroliers en particulier, et pointe la nécessité des réformes.

Mots clés : prix du pétrole, contre-choc pétrolier, revenus pétroliers, développement économique.

Abstract:

This work paper has for object to study the impact of fluctuation in the price of oil on the algerian economy from the the first oil crisis of the seventies until the last price decrease (since autumn 2014) which challenges, once again, the algerian

economy as a whole, the management of its oil revenues in particular, and points the necessity of reforms.

Key words: oil prices, oil counter-shock, oil revenues, economic development.

Classification (JEL) : H68, Q32, O11

Introduction:

Dès le début des années 2000, en vue d'assurer la continuité du processus de développement même en périodes transitoires de chute des prix, l'Algérie a pris plusieurs mesures prudentielles quant à la gestion de ses revenus pétrolier. Or, il s'avère que le régime rentier national demeure incapable de surmonter les crises inhérentes aux contre-chocs pétroliers, puisqu'une fois de plus, une baisse spectaculaire et durable du prix du pétrole menace de nouveau l'équilibre macro-économique du pays. La question fondamentale qui se pose à ce niveau est de savoir :

Quel est l'impact de la fluctuation du prix du pétrole sur l'économie algérienne depuis la nationalization de ses hydrocarbures jusqu'à nos jours? Quelles leçons tirées du passé et quels défis conjoncturels et à venir?

I. Les prévisions du marché pétrolier dans l'obscurité

Difficile aujourd'hui de prévoir l'évolution du prix du pétrole, ainsi que le déclin de sa production, les arguments sont avancés dans ce qui suit.

1. Le prix du pétrole est imprévisible

Les tensions entre offre et demande créent des fluctuations du prix, et les éléments qui peuvent influencer l'offre ou avoir des répercussions sur la demande mondiale du pétrole sont multiples.

1.1. Les principaux éléments qui influencent sur l'offre mondiale du pétrole

Au niveau de l'offre, la répartition géographique des énergies fossiles est très inégale et ne correspond pas pour l'essentiel aux pays consommateurs. Environ 60% des gisements pétrolifères à faibles coûts (moins de 5 dollars/baril) sont concentrés au Moyen-Orient, principalement dans les pays du Golfe. L'Arabie Saoudite possède seule environ 20%¹ des

réerves prouvées dans le monde (soit un cinquième), et les pays de l'OPEP dans l'ensemble contrôlent 72%² du total des réserves prouvées, contre 14,7%³ pour les pays de l'OCDE. Quant aux réserves de gaz, elles sont moins concentrées que celles du pétrole : le Moyen Orient détient 43,2%⁴, l'OPEP 49% et la Russie détient 22,8%⁵.

L'offre du pétrole est donc dominée par un acteur (l'OPEP) qui représente un cartel des pays producteurs, visant à négocier avec les sociétés pétrolières, pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions. La manne pétrolière constitue la plus grande part des recettes fiscales de ces pays producteurs, si bien que la recherche de l'équilibre budgétaire peut affecter leur comportement d'offre.

La plupart des pays producteurs entretiennent un régime monétaire indexé sur le dollar, la force ou la faiblesse de cette devise de dénomination du commerce du pétrole, peut influencer le cours du baril et par conséquent l'offre de cette énergie primaire.

Un autre élément qui influence le cours du pétrole est son coût d'exploitation. Les réserves sont de plus en plus complexes à extraire. Cette complexité technique de l'extraction nécessite des moyens financiers et techniques gigantesques. La rentabilité de la production de ces gisements nécessiterait une augmentation des prix de vente.

Enfin, les nouveaux entrants avec des sources alternatives d'énergie ou avec l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels peuvent venir modifier l'offre sur le marché et perturber l'équilibre du prix établi par l'OPEP.

1.2. Les éléments pouvant avoir des répercussions sur la demande mondiale du pétrole

Le premier déterminant de la demande du pétrole ou celle de l'énergie en générale est la croissance économique. Avec l'augmentation de la population mondiale, le développement industriel, l'augmentation du parc automobile, la multiplication des équipements domestiques, la demande est en

hausse continue, allant de pair avec la croissance du PIB mondial. Une crise qui conduit à une récession mondiale conduit conséquemment à une baisse brutale de la demande du pétrole, entraînant une chute des prix. Inversement, une expansion d'ampleur mondiale conduit à la hausse de sa demande, et si l'offre ne suit pas, les cours du pétrole vont inévitablement augmenter.

Le développement des énergies renouvelables et l'exploitation des hydrocarbures de schiste dans les grands pays industrialisés, comme les Etats-Unis, aura des répercussions à la fois sur l'offre et sur la demande énergétique mondiale. Ce pays qui était le premier importateur du pétrole dans le monde, importe de moins en moins et produit de plus en plus de ressources énergétiques, ce qui conduit simultanément à la baisse de la demande et à l'augmentation de l'offre, d'où la baisse des prix.

Enfin, les mécanismes d'anticipations financières se répercutent immédiatement sur le comportement des acteurs et investisseurs financiers, et donc sur la demande et l'évolution des cours pétroliers sur le marché.

1.3. Évolution liée aux événements géopolitiques et aux politiques énergétiques

Pour nous limiter aux événements dont les conséquences ont été particulièrement importantes, citons la guerre des six jours et l'embargo décrété par les pays arabes, la guerre du Kippour, la révolution iranienne et la guerre Iran Irak.

Les guerres, les conflits géopolitiques et les attaques terroristes notamment dans des sites pétroliers sont des événements qui se répercutent sur l'offre et la demande du pétrole. L'instabilité politique des pays exportateurs de pétrole conduit généralement à la hausse des prix car la production de pétrole est perturbée, voir interrompue, et les délais des livraisons sont modifiés (baisse de l'offre). Par contre, les perturbations qui touchent aux pays consommateurs ont des répercussions sur la baisse de demande du pétrole, et si l'offre se maintient, le prix baisse.

En outre, parmi les aspects géopolitiques sont aussi souvent citées les décisions de l'OPEP. Des facteurs liés aux politiques énergétiques peuvent être inventés. Par exemple si une crainte générale s'installe parce que l'OPEP publie des chiffres sur l'état de ses réserves en baisse, le premier réflexe des investisseurs et des Etats va être d'augmenter leurs réserves. De ce fait, la demande va augmenter et sera suivie d'une hausse du prix du baril.

On peut déduire que l'origine de la difficulté à prévoir le prix du pétrole tient dans l'incertitude qui marque l'évolution des facteurs qui sont à l'origine de la fluctuation des prix.

1.4. Projection à l'évolution future du prix du pétrole ?

- **Sur le court terme : l'évolution est conjoncturelle**

Selon l'AIE, dans un rapport publié en septembre 2014, c'est la faiblesse persistante des économies européenne et chinoise, conjuguée à des livraisons de pétrole plus faibles que prévu au Japon et au Brésil, qui expliquent en grande partie la baisse de la demande, débouchant sur un nouveau recule des prix constaté depuis le début de l'été 2014.⁶ Du côté de l'offre, une hausse plus rapide que prévu de la production du pétrole non conventionnel aux États-Unis a été enregistrée au cours de l'année 2014. Au second semestre de l'année, le pays est arrivé à un seuil de production de 8,6 millions de barils par jour, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis 1986⁷. À cette offre très importante s'ajoute le maintien des cotas de productions des pays de l'OPEP. En juillet 2014, la production globale des membres de l'organisation avait atteint environ 31 millions de barils de pétrole par jour (bjp). En juillet 2015, elle était supérieure d'un million. Une année plus tard, soit juillet 2016, elle a atteint 33,1 millions bjp.⁸

Cependant, à la suite de la réunion de l'OPEP qui a eu lieu informellement, en marge du 15^{ème} Forum international de l'énergie à fin septembre 2016 en Algérie, le cartel a décidé de ramener sa production entre 32,5 et 33 millions de barils par jour. Deux mois plus tard, à Vienne, les pays non OPEP ont décidé de s'associer à ce pacte de limitation de production

conclu entre les membres de l'OPEP. De plus l'Arabie Saoudite, plus grand pays producteur de pétrole au sein de l'OPEP décide volontairement de réduire sa production de façon substantielle pour que celle-ci s'inscrive sous le niveau fixé le 30 novembre à Vienne. La prolongation de l'accord de réduction de la production par les pays de l'OPEP et ses partenaires⁹; les difficultés des producteurs de schiste aux États-Unis, le recul des stocks de brut américain ayant chuté de 5,1 millions de barils dans la semaine du 27 octobre 2017¹⁰; l'augmentation constante de la demande, et les tensions géopolitique au Moyen-Orient, ont alimenté la reprise des prix du pétrole, l'écart entre l'offre et la demande se resserre.

➤ **Sur le long terme : deux scénarios sont possibles**

En fonction des hypothèses retenues, certains analystes prévoient les cours à la hausse et d'autres à la baisse, et ce en fonction de plusieurs facteurs, les plus en vue sont présenté dans le tableau suivant :

Tableau N°01 : facteurs pouvant influencer l'évolution du prix du pétrole sur le long terme

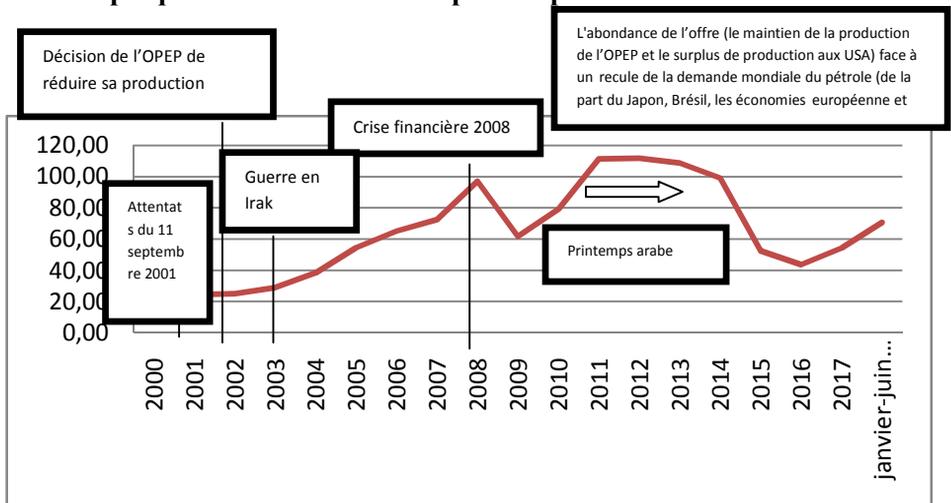
Les facteurs qui peuvent influencer le prix du pétrole à la hausse	Les facteurs qui peuvent influencer le prix du pétrole à la baisse
-Effet d'épuisement des hydrocarbures conventionnels ; -complexité technique et financière de l'extraction des ressources non conventionnelles ; -Projection lointaine des énergies renouvelables ; -La hausse de la demande énergétique mondiale suite à l'accroissement démographique et au développement industriel.	-Effet des améliorations technologiques -Le développement des énergies substituables -La concurrence des énergies non conventionnelles.

Source : établi par nous-mêmes.

Nous pouvons conclure que le prix du pétrole dépend de nombreux facteurs de complication qui ne sont pas faciles à prévoir. Le graphique ci-dessous représente l'évolution du prix du pétrole en fonction des facteurs économiques, techniques et

des principaux événements géopolitiques et météorologiques sur la période 2000-2016 :

Graphique N° 01 : évolution du prix du pétrole 2000-2018



source : <http://www.cnr.fr>- Conception personnelle

2. Le pic pétrolier est également imprévisible

Les réserves du pétrole font partie de ce que l'on nomme les ressources ultimes, c'est-à-dire la totalité du pétrole qui se retrouve sous l'écorce terrestre. Une partie a été découverte et le reste est une estimation. Lorsque l'on parle couramment des réserves du pétrole en Algérie, ou n'importe où dans le monde, les statistiques dont on dispose ne se réfèrent pas à ces ressources ultimes mais plutôt aux réserves prouvées, c'est-à-dire déjà exploitées ou ayant une forte probabilité de l'être en fonction des connaissances géologiques, des techniques d'extraction disponibles, et du cours du baril du pétrole sur le marché. Il est évident que peut importe le niveau de nos réserves

uttimes, elles sont mécaniquement appelées à s'épuiser un jour, car elles abritent une énergie fossile qui une fois pompée ne se renouvelle pas. Nos réserves ne sont donc pas éternelles et ni stables d'ailleurs, elles évoluent en fonction de l'exploitation de nos puits, des explorations de nouveaux gisements et de nouvelles techniques de forage et de raffinage qui rentabilisent le pétrole le plus lourd et le plus profond.

II. Impact de la fluctuation du prix du pétrole sur l'économie algérienne depuis les années soixante-dix jusqu'à nos jours

1. Les leçons tirées de la versatilité du marché pétrolier sur la période 1970-2000

L'Algérie a principalement tiré deux leçons suite à la versatilité du marché mondial du pétrole entre 1970 et 2000.

1.1. La survolée du prix du pétrole et le gaspillage de la manne pétrolière (1970-1980)

Les deux chocs pétroliers des années soixante-dix ont permis à l'Algérie de contracter des crédits faciles sur les marchés financiers internationaux pour couvrir ses déficits budgétaires dus à la relance économique par l'industrialisation. Cependant le gouvernement algérien s'est mis à financer, avec les crédits contractés, un modèle d'industrialisation pendant que le pays souffrait d'une génération insuffisamment instruite en cadres, techniciens, ouvriers, spécialistes....etc. Par ailleurs, l'essentiel des recettes d'exportation d'hydrocarbures avait servi à couvrir la forte composante importations des investissements publics massifs et de la consommation finale.¹¹ Le taux d'importation avait passé de 26 % en 1973 à 36,6% en 1979,¹² le pays a ainsi perdu la maîtrise de ses dépenses et l'absence d'institutions démocratiques susceptibles d'exercer un contrôle sur ces dépenses a provoqué de lourdes pertes pour l'économie nationale.¹³

1.2. Le contre-choc pétrolier de 1986 et la crise de l'endettement (1980-2000)

Quelques années plus tard, le contre-choc pétrolier de 1986 s'est accompagnée de l'accentuation du déséquilibre des

finances publiques. À la suite d'une chute de 46% du prix du pétrole, les recettes de la fiscalité pétrolière avaient chuté de près de 50 %¹⁴, alors que le rythme des dépenses avait été maintenu. La baisse des recettes des exportations des hydrocarbures d'environ 5 Milliards de dollars par an, en situation de forte propension à l'importation, s'est traduite dès 1986 par un déficit de la balance des paiements extérieurs courants (la balance courante passe brutalement d'un excédent de 1038 millions de dollars en 1985 à un déficit de 2230 millions l'année suivante) entraînant une grave érosion des réserves de change (0,72 milliard de dollars à fin 1990 contre 2,5 milliards de dollars à fin 1985¹⁵) et ce malgré le recours accru à l'endettement extérieur. L'encours de la dette extérieure a atteint un niveau excessif de 26,1 milliards de dollars à fin 1989 contre environ 17 milliards de dollars à fin 1985, avec une part importante de crédits à échéances courtes.¹⁶ L'Algérie s'est retrouvée dans l'incapacité de poursuivre son processus de développement, de rembourser ses dettes extérieures, et de satisfaire les besoins de sa population d'ailleurs (émeutes 1988), débouchant sur une crise nationale économique, politique et sociale, la corruption s'est généralisée et la montée du ténérisme sera la suite logique de ce drame algérien dans la décennie 90.

Au premier trimestre 1994, la vulnérabilité de la position financière extérieure avait atteint un point culminant, le ratio du service de la dette extérieure passe à 100 %, les prix des hydrocarbures subissant un nouveau choc à la baisse, et les réserves de change ne représentaient que 1,3 mois d'importations.¹⁷ Par conséquent, l'Algérie s'engage dans un programme d'ajustement structurel négocié avec le FMI en avril 1994, concrétisant le passage à l'économie de marché. Or, la transition d'une économie centralement planifiée à une économie de marché s'est révélée difficile et semée d'entraves. Sur le plan microéconomique, les entreprises publiques n'ont pas pu s'adapter aux nouvelles données de l'économie de marché caractérisée par l'introduction de la concurrence de produits étrangers, consécutive à la libéralisation du commerce extérieur.

Par conséquent, les réformes structurelles ont mené à une profonde crise économique marquée par la fermeture d'un nombre de plus en plus grand d'entreprises, conduisant à un accroissement du chômage et une baisse importante du pouvoir d'achat de la majorité de la population.

Afin d'atténuer ces effets nuisibles relatifs aux fortes fluctuations du prix du pétrole sur le bon fonctionnement de l'économie nationale, l'Etat a dû prendre des mesures prudentielles dès le début des années 2000 en vue d'assurer la continuité du processus de développement et l'équilibre du cadre macro-économique du pays. Parmi ces mesures, l'Etat a dû revoir la gestion de ses surplus pétroliers qui devenaient de plus en plus importants avec la hausse soutenue des prix du pétrole, dans le but d'éviter les erreurs du passé et de faire face aux principaux défis contemporains.

2. Création d'un fonds domestique de stabilisation des recettes pétrolières (FRR) en 2000

L'Etat a instauré dès l'année 2000, une nouvelle règle budgétaire par la mise en place d'un fonds de stabilisation des recettes des hydrocarbures, connu sous le nom du Fonds de Régulation des Recettes (FRR). L'objectif initial était de mettre de côté le surplus de recettes budgétaires générées en périodes de hausse des prix dans ce fonds, de façon à pouvoir puiser dedans lorsque le prix du pétrole décroît de façon transitoire en dessous d'un prix de référence budgétaire fixé à 19 dollars le baril de pétrole (voir 37\$ entre 2008 et 2016 et 50\$ depuis 2017). Cela permet de lisser sur une longue période la courbe de consommation des recettes, entre période de prix hauts et prix bas du pétrole, permettant ainsi d'éviter les crises du type de celle que le pays a connu suite à l'effondrement des cours pétroliers en 1986.

Autrement, ce fonds a été utilisé dès l'année de sa création pour effectuer des remboursements du principal de la dette publique. Par ailleurs, l'évolution favorable du prix du pétrole sur le marché est d'autant plus remarquable que le fonds a été utilisé entre-temps et essentiellement, pour financer les

déficits du Trésor. Sans oublier que ses revenus ont permis à notre pays de conforter sa position financière extérieure et, par conséquent, asseoir une certaine résilience aux chocs induits par la versatilité du marché pétrolier à la suite de la crise financière de 2008.

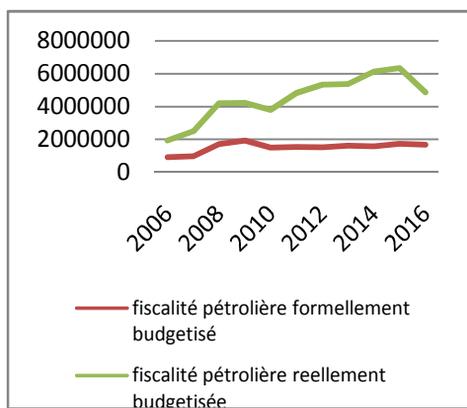
2.1. Un regard critique sur le mode de gestion du Fonds de Régulation des Recettes, depuis 2006

Aussi important soit-il, le FRR suscite de nombreuses critiques depuis la dérogation applicable à son compte en 2006 dans l'objectif de combler les déficits du Trésor.

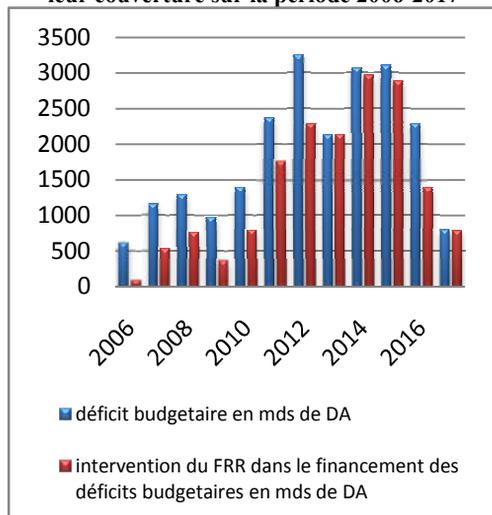
2.1.1. La détérioration des Finances Publiques

L'intervention du FRR dans le financement des dépenses budgétaires a créé une situation propice qui encourage la dépense facile conduisant dans le temps à une évolution non maîtrisable des dépenses de l'Etat, ce qui mène au creusement du déficit budgétaire et la facilité de sa résorption par les disponibilités du FRR le rend chronique, non conjoncturel, et considéré dans le temps comme un instrument normal de la politique économique nationale.

Graphique N°02 évolution de l'écart entre la fiscalité pétrolière formellement et celle réellement budgétisée entre 2006 et 2016



Graphique N°03 : Évolution des déficits budgétaires et des interventions du FRR dans leur couverture sur la période 2006-2017



Source : élaborés par nous-mêmes à partir des données de la DGT

En effet, la législation permet le financement du déficit du Trésor sur les avoir du FRR sans que le solde du fonds ne puisse être inférieur à 740 milliards de DA. Selon les données du ministère des finances, à fin 2016, le FRR compte 784,5Mds de DA, ainsi il arrive à son solde minimum légal de 740 milliards DA début 2017. Tout de même, la suppression de cette disposition a permis de recourir encore à ses disponibilités permettant de couvrir 98,62% du déficit du Trésor sur les neuf premiers mois de 2017, estimé à 784, 459 de DA. Selon ces données du ministère, le solde entre ce qui restait dans le FRR à fin 2016 et les prélèvements faits sur ses avoirs entre janvier et septembre 2017 est de 81 millions de DA ($784\ 540 - 784\ 459 = 81$), ce qui nous laisse supposer qu'il s'est complètement épuisé à fin 2017 sachant que les versements dans le fonds sur la même période sont quasi nuls puisque le prix moyen du pétrole ne saurait dépasser largement le prix de référence fiscal de 50\$ le baril de pétrole sur lequel le budget de 2017 s'est établi.

2.1.2. Résultats insuffisants des effets de la dépense publique sur la croissance économique

L'objet est de savoir si ces dépenses publiques sont effectivement de nature à favoriser l'enclenchement d'un processus de croissance économique hors hydrocarbures.

- **Insuffisances au niveau macroéconomique**

Une façon d'évaluer l'impact de l'évolution de la dépense publique sur la croissance au niveau macroéconomique consiste à étudier l'impact des déficits budgétaires sur la croissance économique (PIB).

- ***Plus de déficit, moins de croissance***

Les déficits du Trésor qui prétendent croître de façon continue auraient pu être supportables s'ils étaient source du dynamisme et de flexibilité de l'économie algérienne. Pour mesurer la croissance économique nous avons retenu comme indicateur de production le PIB. À l'aide des données statistiques du tableau ci-dessous, nous allons analyser le rapport

entre prévision et réalisation des déficits budgétaires et de la croissance économique.

Tableau N°02 : Entre prévision et réalisation des déficits budgétaires et des taux de croissance

	Déficit Budgétaire			PIB		
	Prévision	Réalisation	Écart	Prévision	Réalisation	Écart
2008	-26%	-13%	13%	5,80%	2,40%	3,4%
2009	-14%	-11%	3%	4,1%	2,4%	1,7%
2010	-25%	-12%	13%	4,6%	3,3%	1,3%
2011	-28%	-17%	11%	4%	2,3%	1,7%
2012	-25%	--	--	5%	2,3%	2,7%
2013	-17%	--	--	--	--	

Source : Établi par nous-mêmes à partir des données du Ministère des Finances.

On réalise moins de croissance que prévue au moment où le niveau des dépenses dépasse largement les seuils prévus dans les projets de Loi de finances. Dans ce contexte, le FRR couvre des déficits qui conduisent à des résultats insuffisants.

- *Une économie qui demeure dépendante de la rente énergétique*

Le modèle de croissance suivi, depuis le début des années 2000, semble avoir touché ses limites et la problématique des programmes publics d'investissement se pose en termes d'efficacité, car malgré les efforts de l'État, le marché domestique n'arrive toujours pas à absorber l'argent injecté dans l'économie de manière productive, les changements se révèlent incapables de favoriser l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation, et le secteur des hydrocarbures demeure de loin le seul pilier de l'économie nationale. le tableau suivant illustre ce contexte :

Tableau N°03: Contribution des secteurs d'activité dans le PIB (En %)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture	10,1	10,6	10,2	8,2	8,0	8,0	7,0	10,1	9,0	8,7	9,7
Hydrocarbures	35,6	38,5	40,7	47,4	48,4	46,3	48,1	33,6	37,2	38,4	35,4
Industrie	8,1	7,3	6,8	5,9	5,6	5,4	5,0	6,2	5,5	4,9	5,0

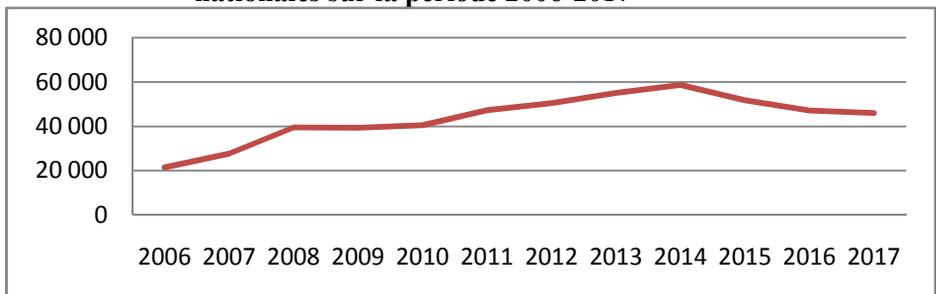
BTPH	9,9	9,2	8,9	8,0	8,4	9,3	9,2	11,8	11,2	9,8	10,1
Services marchands	24,2	22,9	22,9	21,5	21,2	21,9	20,3	25,4	23,0	20,9	21,7
Services non marchands	12,0	11,4	10,6	8,9	8,4	9,0	10,3	12,9	14,1	17,5	18,2
Le PIB	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONS.

- ***Une progression continue du volume des importations***

Dans une optique keynésienne, une politique de relance par la consommation consiste à distribuer du pouvoir d'achat aux ménages afin qu'ils accroissent leurs dépenses de consommation. Pour satisfaire les demandes supplémentaires, les entreprises vont accroître leur offre en relançant leurs investissements, ce qui va les conduire à augmenter leur production et la demande de travail et donc à embaucher (distribuer des revenus). Cette augmentation de l'activité économique génère une hausse des recettes fiscales qui va partiellement compenser les dépenses publiques. En Algérie, les salaires progressent plus vite que la production des entreprises, ainsi le pouvoir d'achat a permis certes de consommer, mais des produits étrangers, d'où l'augmentation de la facture des importations qui s'alourdit d'une année sur l'autre.

Graphique N°04 : Évolution du volume des importations nationales sur la période 2006-2017



Source : Élaboré par nous-mêmes à partir des données de la Direction Générale des Douanes.

Une très légère baisse de la valeur des importations est constatable sur les deux dernières années, ce est dû aux

mesures de restrictions aux importations prises dans un contexte de crise financière qui touché le pays à la suite d'une baisse considérable et prolongée du prix du pétrole sur le marché international. Dans ces conditions, la relance économique à la consommation profite aux pays étrangers et l'argent du pétrole soutient des niveaux inadmissibles du volume des importations.

- **Insuffisances au niveau microéconomique**

Au niveau microéconomique nous allons tenter de procéder à analyser l'état de santé des entreprises publiques et privés, principales entités créatrices de richesse dans une économie.

✓ ***Croissance insuffisante des entreprises publiques***

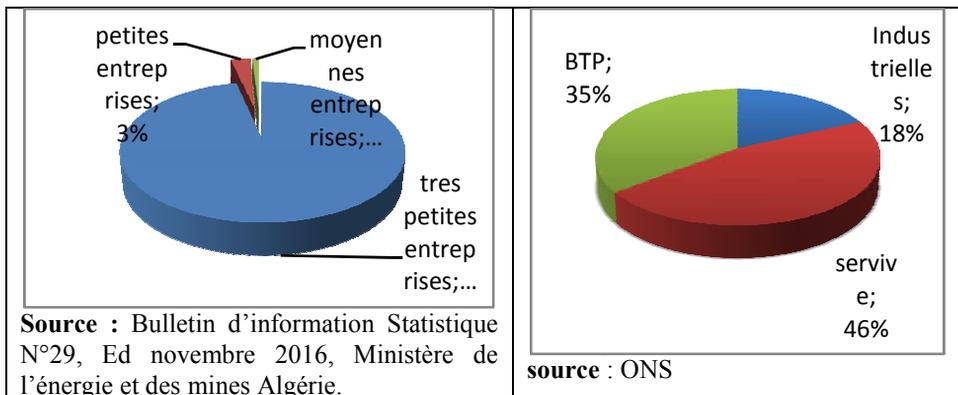
Au niveau du secteur public, la situation n'a fondamentalement pas changé. Un grand nombre d'entre elles est structurellement déficitaire, ce qui pousse les décideurs à engager des réformes en procédant à leur assainissement financier. Ce remède d'assainissement financier répétitif n'a pas conduit aux résultats souhaitables, les entreprises publiques n'arrivent toujours pas à se maintenir en équilibre financier et se remettre sur les rails de la rentabilité commerciales, et encore loin sur ceux de la compétitivité. Selon Abderrahmane Mebtoul, économiste et expert algérien, l'assainissement des entreprises publiques a coûté au Trésor public plus de 50 milliards de dollars entre 1971 et 2011, sans résultats convaincants, car 70% des entreprises publiques étant revenues à la case de départ.¹⁸

✓ ***Croissance insuffisante du secteur privé***

Les performances du secteur privé se révèlent peu convaincantes et ses résultats sont insuffisants, et ce en dépit des changements opérés en vue de son développement. Ces résultats médiocres sont dus essentiellement à la structure de ce secteur. voir les graphiques ci-après:

**Graphique N°05 : répartition des
PME selon leur taille**

**Graphique N°06 : Structure des
PME privées en Algérie**

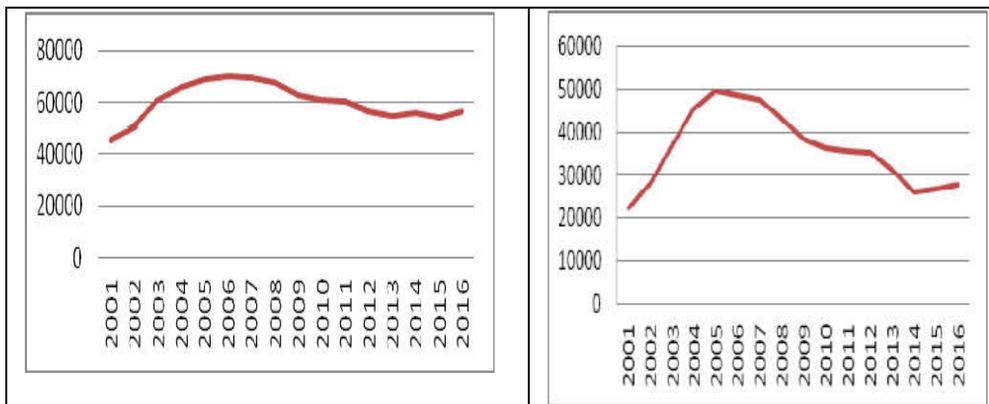


Dans un contexte paradoxal qui fait coexister une libéralisation du commerce extérieur et une stagnation de l'investissement privé productif, il ne faut pas s'attendre à une amélioration de la croissance économique à travers le renforcement du secteur privé.

2.2. La baisse de la production et l'exportation nationale du pétrole

Le fort rythme de production des hydrocarbures enregistré depuis le début des années 2000 a provoqué le déclin des anciens gisements, et à présent les nouvelles découvertes ne remplacent que très partiellement le pétrole et le gaz exploités. Ce déclin de la production nationale des hydrocarbures se coïncide avec une augmentation continue de la consommation énergétique nationale, ayant pour conséquence le recul des exportations nationales des hydrocarbures qui se traduit par une baisse des recettes fiscales.

<p>Graphique N°07 : evolution de la production pétrolière 2001-2016</p>	<p>Graphique N°08 : evolution des exportations du pétrole 2006-2016</p>
--------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------



Source: Établi par nous-mêmes à partir des données du MEM.

La baisse du volume des exportations se répercute négativement sur le niveau de la fiscalité pétrolière recouvrée dont le seul espoir de maintenir le niveau de la rente se projette sur une évolution favorable à la hausse du prix du pétrole sur le marché.

III. L'impact de la chute du prix du pétrole sur le financement de l'économie nationale

1. La chute vertigineuse de la rente et des réserves financières nationales

Les exportations des hydrocarbures sont passées de 60,3 milliards de dollars en 2014 à 32,7 milliards de dollars en 2015, à 27,1 milliards de dollars en 2016 et à 18,7 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de l'année 2017¹⁹. Le recule de la rente a eu ses conséquences sur le niveau des réserves de change qui sont passées à moins de 100 mds de dollars à fin 2017 contre 194 milliards à fin 2013. Quant au fonds de régulation des recettes qui comptait 4408,465 milliards de dinars à fin décembre 2014, clôture la fin 2017, selon les données du ministère, avec son épuisement. .

2. Les principales mesures d'urgence prises par le gouvernement

La baisse des importations et le manque de régulation mène à l'augmentation du taux de l'inflation, ce qui se répercute sur la baisse du pouvoir d'achat de la population.

Par ailleurs, le gel des recrutements dans la Fonction publique, limitation de création d'entreprises et établissements à caractère administratif, le recul des investissements privés promus par les trois dispositifs daide à l'emploi (ANSEJ, ANGEM, CNAC) sont des retombées négatives de la crise financière que traverse l'Algérie.

Si un redressement rapide et considérable des prix du brut n'aura pas lieu dans un proche avenir, des conséquences désastreuses pour l'économie nationale et des changements majeurs et drastiques verront le jour, conduisant à un choix budgétaire plus sévère ; à réduire davantage ses investissements, à la possibilité d'envisager un retrou à l'endettement, et à des conséquences désastreuses pour les citoyens (suppression des subventions des produits de première nécessité, la hausse du prix à la pompe des carburants, la hausse du prix d'électricité...).

3. Quelques suggestions

Sur le court terme il est préconisé de réduire les dépenses et chercher d'autres sources de financement. La réduction des dépenses commence par réduire davantage les importations, notamment des produits fabriqués localement et surtout d'exercer une régulation et contrôle strict sur la fixation des prix sur le marché (contrôle des marges établies sur les produits sur toute la chaîne de distribution). Il est également préconise dans cette perspective une meilleure maîtrise des projets d'équipements et de leurs coûts. Du côté des recettes, surtaxer les commerçants, les investisseurs et les grandes fortunes peut constituer un véritable levier que l'Etat devrait envisager sérieusement pour mobiliser de nouvelles recettes fiscales.

Sur le long terme il est nécessaire d'amorcer une réflexion sur de nouveaux modèles de croissances, voir des modèles durables puisque le modèle suivi jusque-là n'est pas

soutenable sur tous les plans. Sur le plan économique, il repose sur l'extraction des énergies non renouvelables ; sur le plan politique, les décisions économiques et stratégiques prises par le gouvernement ne font pas l'objet de débats publics, et pourtant le public est censé participer au processus de prise de décisions des questions d'ordre national et d'intérêt public ; et sur le plan social, la réformes des cerveaux et donc des mentalités et d'attitudes, de paire avec celles qui concernent la qualité de l'éducation et la formation dans leur ensemble, devrait faire preuve des efforts de tous les jours.

L'Etat devrait donc être au cœur du changement. Cela consiste avant tout à retrouver les bases d'une démocratie moderne, commençant par être ouvert au public concerné, par l'animation des débats fondés sur le droit à la parole de tous et de discuter les idées reçues avec toute ouverture d'esprit et honnêteté intellectuelle.

La diversification de l'économie algérienne fait aujourd'hui plus que jamais figure d'impératif. L'agriculture, le tourisme et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la pétrochimie, l'industrie, et les énergies renouvelables dont le potentiel est assez important, sont les principaux secteurs sur lesquels le nouveau modèle de croissance devrait être axé. La diversification est la condition sine qua non d'un développement économique.

À l'heure de guerre cognitive, sans formation d'un capital humain hautement qualifié dans les divers domaines, aucun avantage d'ordre supérieur ne peut être obtenu. Faire émerger des acteurs nationaux compétitifs dans des secteurs identifiés comme stratégiques est la clef de la relance économique.

Conclusion:

Améliorer la performance et l'efficacité du développement en Algérie interpelle l'Etat dans son rôle de régulateur. La chute des prix qui marque le marché depuis quatre ans est peut-être aujourd'hui l'opportunité d'enrayer la dépendance énergétique et sortir de la sphère rentière. Mais

pour que cela soit possible le gouvernement est avant tout appelé à donner naissance à l'démocratie, la liberté, l'égalité, et l'honnêteté, à améliorer sa gouvernance à travers la qualité de nos institutions politiques et à lutter contre la corruption et son régime autoritaire. Une voie de développement durable et juste est possible seulement à travers l'offre de précieuses leçons de gouvernance, mais sans réformes politiques d'ampleur, il ne faut pas s'attendre à un changement au niveau économique et social. Sans volonté politique, l'Algérie demeurera dans l'incapacité chronique de se développer.

Les références

¹ Wikipedia.org.

² Christian BATAILLE et André SCHNEIDER, rapport d'information sur « les nouvelles données de la géopolitique de l'énergie : pétrole et gaz naturel », exposé par la commission des affaires étrangères, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 6 mai 2015. Page 31.

³ Idem.

⁴ Ibidem, page 42.

⁵ Wikipedia.org

⁶ International Energy Agency, Oil Market Report, 11 September 2014, page 05.

⁷ Alternatives Economiques n° 340, « Pourquoi le prix du pétrole baisse », par Patrick ARTHUS, novembre 2014.

⁸ Données chiffrées publié par Cécile Chevré, « L'OPEP va-t-elle enfin faire remonter les cours du pétrole ? », le 26/08/2016 sur la quotidienne de la croissance.

⁹ L'Arabie Saoudite et la Russie affichent un soutien à une prolongation de l'accord jusqu'à fin 2018.

¹⁰ Massinissa Mansour, « Prix du pétrole / Nette hausse en cette fin d'année et prévisions positives pour 2018 », publié le 02/11/2017 sur www.algerie-focus.com, consulté le 25/01/2018 à 18h48.

¹¹ Mohammed LAKSACI, « Gestion des ressources et stabilité financière en Algérie », Banque d'Algérie, octobre 2010, page 3.

¹² Youcef BENABDALLAH, « Économie rentière et surendettement », Université Lumière de Lyon II, 1999, page 72.

¹³ Luis Martinez, « Algérie : les illusions de la richesse pétrolière », Les Études du CERI N° 168, septembre 2010, page 35.

¹⁴ Mohammed LAKSACI, op.cit, page 04.

¹⁵ Idem, page 03.

¹⁶ Ibidem. Page 04.

¹⁷ Mohammed LAKSACI, op.cit, page 04.

¹⁸ Safia BERKOUK, « assainissement financier des entreprises publiques : Plusieurs opérations pour un échec patent ! », El Watan, 17 octobre 2011.

¹⁹ Article de presse, « Les exportations des hydrocarbures atteindront 31 milliards de dollars à la fin 2017 », publié le 26 Septembre 2017 sur www.aps.dz, consulté le 02/02/2018.